COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 18 AOUT 1984 — N° 264 — PRIX : ANTILLES 2,50 F, FRANCE 3 F

Editorial

L'ÉTAT DES PAUVRES NE VERRA LE JOUR QUE S'ILS S'ENGAGENT EN TOUTE CONSCIENCE DANS LA LUTTE CONTRE LE COLONIALISME

Après un événement comme celui du 24 juillet, événement qui a été marqué à la fois par la mort des militants nationalistes, et par la cascade de réactions politiques qui ont suivi, de nombreux travailleurs, des militants des organisations politiques et syndicales, se sont posés la question de savoir si l'ensemble des ces événements était favorable ou défavorable à la cause du peuple, à la cause des travailleurs. Ces événements ont ils fait avancer ou reculer la lutte anticolonialiste ?

L'UPLG, qui était directement concernée dans ces événements, en a tiré une conclusion très favorable : «L'impression générale de sympathie et de respect pour l'UPLG ressentie dès le lendemain de la mort de nos quatre camarades s'est renforcée. L'attitude du peuple à l'égard des militants, l'accueil favorable fait à notre déclaration politique, l'épuisement rapide du journal «Lendépandans» dans les points de vente en sont quelques indices parmi d'autres. A cela s'ajoutent les centaines de messages, télégramme, coups de téléphone reçu par notre organisation de tous les coins du monde, qui nous apportent soutien et encouragement» et poursuit : «le principal problème posé aux organisations patriotiques, politiques, syndicales ou de jeunes, c'est leur capacité de répondre aux demandes et sollicitations qu'elles reçoivent de partout».

Dans la population, et particulièrement parmi les travailleurs dans leurs entreprises, les conclusions tirées, les opinions formulées, sont plus nuancées.

L'utilisation de la violence elle-même en réponse à une situation coloniale qui se prolonge, la possibilité d'être en mesure le moment venu d'empêcher les exploiteurs et les oppresseurs de s'en prendre directement et férocement à la population, est reconnue et approuvée par bon nombre de gens. Mais une majorité se dégage pour rejeter la méthode des attentats aveugles dont les conséquences pourraient être néfastes aux travailleurs et à la population elle-même.

Les exploités, les opprimés savent bien que cette société est organisée pour le plus grand profit des riches et des oppresseurs. Ils savent qu'ils n'ont pas droit à la parole, même pour décider de ce qui concerne leur propre sort. Mais même s'ils ne laissent pas toujours voir toute leur inquiétude sur l'avenir, il n'empêche que beaucoup d'entre eux ont conscience que la situation actuelle est très précaire et qu'il faudra bien un jour trouver une voie pour s'en sortir. Ils savent aussi que s'il existe tout un système policier juridique et militaire (prisons, tribunaux et mitrailleurs !) c'est pour protéger les intérêts des plus riches dans cette société. Mais justement, s'il faut changer cette société, s'il faut mettre fin à l'oppression et à l'exploitation, cela ne se fera pas sans avoir à affronter un tel système. Et ce ne sont pas simplement des attentats même dirigés contre les symboles de l'oppression et de l'exploitation qui y suffiront. Alors, tous ceux qui dans notre peuple sont aujourd'hui moralement et matériellement prêts à se battre, ont une double tâche à accomplir. Agir avec détermination et énergie pour que la lutte ne soit pas uniquement celle d'une minorité, coupée de la population, et se fixer en même temps comme objectif que la lutte débouche un jour sur un pouvoir qui sera réellement celui des pauvres, celui de la population.

Suite p. 4

NEGOCIATIONS. . . DÉCLARATIONS. . . DES ETATS MAJORS . LES TRAVAILLEURS DOIVENT ETRE LES ACTEURS DE LEUR CHANGEMENT.

Dans le numéro du 4 Août du journal l'Etincelle, le secrétariat du comité central du PCG publiait un communiqué daté du 31 juillet. Dans ce communiqué, il affirmait notamment «...le gouvernement, selon des informations non démenties, organise en secret des pourparlers avec des représentants de groupes clandestins..» Après avoir rappelé le message adressé par le préfet au dirigeant de l'UPLG avant l'enterrement des militants morts lors des attentats de la nuit du 25 au 26 juillet dernier, le PCG déclarait encore : «il n'y aura pas de véritable solution au problème de la Guadeloupe sans et encore moins, contre les communistes».

De son côté, la direction de l'UPLG à la suite d'un échange de lettres entre le préfet et son dirigeant Claude Makouke au moment des obsèques des quatre militants nationalistes, publiait le 2 août une déclaration politique.

Dans cette déclaration politique, elle précisait, entre autre chose, quelles «mesures immédiates» le gouvernement socialiste devrait prendre pour que puisse s'amorcer une forme de dialogue entre le mouvement indépendantiste et le gouvernement français.

De son côté, la présidente du Conseil Général, Michaux-Chevry, ne voulant pas être de reste, annonçait son intention d'écrire au président de la république française pour lui demander une modification de la constitution française, permettant aux habitants des départements d'Outre Mer de se prononcer sur leur avenir, indépendemment du peuple de France.

Il n'est évidemment pas question de mettre sur pied d'égalité ces déclarations.

La découverte soudaine par Lucette Michaux-Chevry du fait que l'avenir de la population de la Guadeloupe doit être décidé sur place et non à 7000 km, pourrait prêter à sourire, si elle ne permettait pas de se rendre compte à quel point, selon la période, les retournements de vestes et les contorsions de toutes sortes, sont rapides chez certains politiciens.

D'une part, les organisations nationalistes cherchent une voie pour «négocier» à plus ou moins long terme, l'indépendance. D'autre part, le pouvoir voudrait bien retarder le moment où il se trouvera réellement face à un mouvement nationaliste qui aurait durci ses actions, ce qui le contraindrait à mener une répression plus dure et plus large, aux conséquences politiques imprévisibles. Le gouvernement de la bourgeoisie française, qui doit faire face aux problèmes posés en France même par la crise, n'est peut être pas prêt à mener pour le moment une nouvelle «guerre coloniale» dans les DOM et TOM où se développent des revendications nationales !

Le gouvernement actuel a donc déjà fait savoir qu'il n'est pas hostile au dialogue. Il n'est pas même hostile, aux dires du préfet Saborin, a un changement de statut en partant du cadre de la décentralisation. Et il est vrai que l'attitude générale du pouvoir peut aisément laisser paraitre de telles intentions. La répression souple et mesurée qu'il pratique

Suite page 3









MARTINIQUE : SI VOUS NE POUVEZ PAS VOUS PAYER UNE VILLA POUR LES VACANCES. . .

Nous nous étions fait l'an dernier à pareille époque l'écho d'une campeuse et de sa famille qui critiquait le fait que l'ONF (Office National des Forêts) par sa politique de soi-disant «protection de la nature» interdisait de fait la possibilité du camping aux Martiniquais L'affaire a pris un nouveau tour cette année avec la constitution d'une association dénommée Martinique Camping Tradition (MCT).

Le MCT a été créée à la suite de l'arrachage des tentes d'un certain nombre de campeurs au Cap Chevalier à Sainte-Anne, pour le pour le motif que les tentes étaient situées à moins de 30 mètres du rivage.

Comme le dit le MCT, nulle part on ne trouve trace de la notion des 30 mètres d'espace dont se prévaut l'administration pour enlever les tentes des campeurs.

Mais les démarches du MCT ont mis à jour un curieux document, l'arrêté numéro 83/1322 réglementant la camping dans la zone des 50 pas géométriques gérés par l'ONF. Ce document est un monstre de bêtise allié à l'arbritraire le plus total.

Entre autres joyeusetés, cet arrêté, signé du préfet Chevance nous apprend que pour toute la zone des 50 pas géométriques de la Martinique, le camping est «toléré» sur quatre plages en tout et pour tout : Grande-Anse du Diamant, Grande-Anse des Saintes, Grande-Terre des Salines, Cap Chevalier !. Tout campeur hors de ces zones est hors-la-loi !.

Qui a pondu cet arrêté ?. Il y a gros à parier que c'est quelque fonctionnaire français (l'ONF constitue en Martinique une de ces planques où nombre d'embusqués viennent faire leurs 2 ans de colonies). La période détinie pour le camping va de juin à septembre. Hormis cette période, le campeur est hors-la-loi, à moins d'autorisation de l'ONF ne dépassant pas une durée de validité de 2 mois.

Si en France, on comprend fort bien cette période de 2 mois durant la période chaude (il ne viendrait à l'idée de personne d'aller camper à Noël !), c'est une stupidité parfaite en Martinique où il y a du soleil toute l'année !

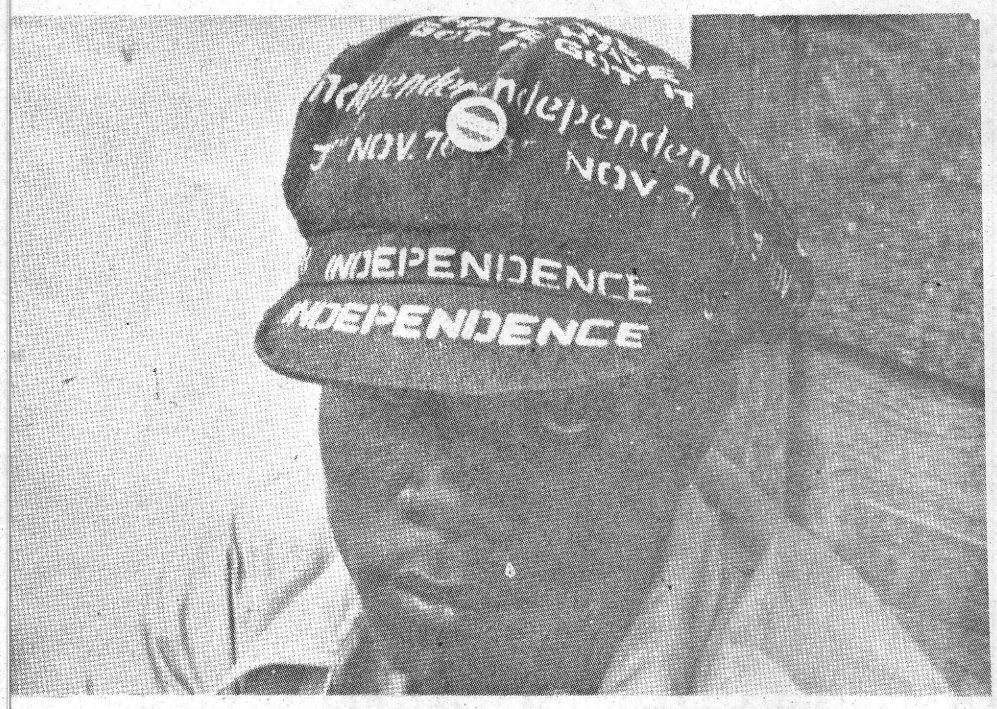
Suite p. 3

PARUTION

Pendant la période des vacances le journal paraitra avec une fréquence différente. - Le No 264 sera en vente jusqu'au 31 août

Ensuite, à partir du 2 septembre, le journal reprendra une périodicité hebdomadaire.

NOUS LE PEUPLE NOIR D'AMERIQUE



Quant l'impérialisme anglais se rendit compte de la vague nationaliste qui gagnait toutes les colonies dans les années soixante, il mit sur pied un système pour faire accéder ses anciennes colonies à l'indépendance, afin d'en garder le contrôle.

C'est de cette façon que la Jamaïque et Trinidad en 1962, Barbade en 1966, devinrent indépendantes. Il n'y a pas bien longtemps ce processus s'est achevé par l'accès à l'indépendance de la Dominique, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, d'Antigue.

Mais bien que ces pays soient indépendants, ils restent malgré tout sous l'influence de l'impérialisme. A leur tête, c'est la bourgeoisie qui dirige. Les Noirs pauvres, les travailleurs, les paysans, sont toujours exploités.

Ce sont les grosses sociétés impérialistes qui tirent le maximum de profits de leur exploitation. La bourgeoisie de leur propre pays sert sourvent d'intermédiaire entre l'impérialisme étranger et eux, tirant au passage quelques miettes de l'exploitation de la population pauvre.

La richesse essentielle de la Jamaïque consiste en ses gisements de bauxite, minerai dont on extrait l'alumine qui sert à faire l'aluminium.

Là encore ce sont quelques compagnies américaines qui exploitent la quasi-totalité de ces réserves minières, qui sont exportées vers les Etats-Unis. L'alumine et la bauxite représentent à elles seules les 4/5 èmes des exportations du pays. Autant dire que l'essentiel de l'économie de la Jamaïque est aux mains de sociétés américaines.

La Jamaïque exporte également du sucre, du rhum et de la banane. Là aussi ce sont les grandes plantations qui dominent. Les paysans ne peuvent pas survivre sur leur petit lopin de terre. Ils l'abandonnent et viennent eux aussi d'entasser dans les immenses bidonvilles que sont les faubourgs de la capitale, Kingston.

Le chômage est l'une des plaies du pays. Aussi l'émigration a-t-elle eu lieu de façon massive, vers l'Angleterre d'abord, puis lorsqu'en 1962 celle-ci prit des mesures pour limiter l'immigration, vers les Etats-Unis.

En regard de sa production agricole destinée à l'exportation, la Jamaïque doit importer, comme les autres pays de la région, des produits alimentaires et des produits de consommation courante. Elle importe également, essentiellement des Etats Unis, des matériaux de construction des machines, des véhicules des carburants. Les importations de la Jamaïque réprésentent en valeur presque le double de ce qu'elle exporte. La balance commerciale connait un déficit chronique. Le pays ne peut pas sortir de son sous développement, et sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme ne fait que croître.

En Jamaïque, comme dans beaucoup d'îles de la Caraïbe, les classes sociales se confondent avec la couleur de la peau : les blancs, comme le premier ministre Seaga, représentant la bourgeoisie, les mulâtres la classe moyenne, et les Noirs le prolétariat et la paysannerie pauvre, plus souvent chômeurs.

Si Trinidad est le pays le moins pauvre de la Caraïbe, grâce essentiellement à son pétrole, elle est toutefois dépendante des sociétés pétrolières américaines pour son exploitation, et des Etats Unis et des pays du Marché Commun européen pour l'écoulement de sa production.

De toute façon la richesse toute relative de Trinidad ne profite qu'à une mince couche de la population : la bourgeoisie nationale blanche liée aux banques et aux compagnies pétrolières américaines.

Mais le prolétariat noir, ou les petits paysans d'origine indienne n'ont pas leur part des profits de l'industrie pétrolière.

La Dominique, comme la plupart des pays sous-développés de la Caraïbe, souffre d'un déséquilibre constant de sa balance commerciale. Ses exportations couvrent seulement la moitié de ses importations.

La production essentielle de la Dominique est la banane, et en second lieu viennent les produits à base de coco (huile, savon) et les citrons et pamplemousses. L'économie de la Dominique est donc à la merci d'une mauvaise récole.

D'autre part ses produits agricoles lui sont achetés relativement bon marché par les pays développés vers lesquels elle exporte ; Etats Unis, Angleterre, Canada. Tandis que ceux-ci lui vendent cher les produit alimentaires, l'énergie, ou les produits manufacturés dont elle a besoin.

Aussi la Dominique, pays pauvre et qui n'arrive pas à nourrir sa population, continue-t-elle à s'appauvrir par le mécanisme de cet échange inégal entre pays riches et pays pauvres.

Les jeunes quittent le pays, obligés de se séparer de leur famille pour aller chercher du travail ailleurs.

Et c'est aussi l'état de pauvreté du pays qui fait qu'un cyclone, comme le cyclone David de 1979, représente une véritable catastrophe nationale, ravageant les champs de banane, détruisant les routes et abattant les fragiles cases en bois..

Aussi, même si ces pays sont indépendants, ils ne peuvent échapper aux lois du marché capitaliste mondial, dominé par les puissances impérialistes. Ces lois font que les pays riches imposent leurs conditions aux pays pauvres qu'ils appauvrissent encore le biais de l'échange inégal.

A Cuba, en 1959, un mouvement insurectionnel des paysans, avec à leur tête la petite-bourgeoisie des villes, réussit à renverser l'odieuse dictature de Batista soutenue par l'impérialisme américain.

Mais Cuba ne peut pas davantage échapper aux lois du marché capitaliste mondial. Cuba reste un pays pauvre où la consommation de la population est rationnée. Les dirigeants cubains cherchent vainement à developper l'économie du pays par le travail obligatoire. Des affiches proclament que «faire la récolte est le devoir de tous» et que «personne ne peut fuir cette responsabilité».

Mais les sacrifices demandés à la population ne suffisent pas. Le pays dépend pour sa subsistance de l'aide interressée de l'URSS qui, en échange de son soutien économique, demande aux dirigeants cubains leur appui dans toutes les questions politiques ou diplomatique qui opposent l'URSS aux Etats Unis.

Mais l'aide de l'URSS, elle-même pays pauvre, ne peut suffire à sortir Cuba de son sous-développement.

La Martinique et la Guadeloupe, elles, sont des pays toujours colonisés.

Ces deux îles dépendent entièrement de l'état français, sur le plan politique, économique, administratif, culturel.

La Martinique et la Guadeloupe sont incapables de nourrir leur population. Elles dépendent des importations, même pour les besoins alimentaires les plus simples. La domination du colonialisme français a complètement déséquilibré leur économie qui repose entièrement sur les transferts de fonds venus de France.

Une grande partie de la jeunesse est sans travail et doit émigrer.

On estime à près de 400.000 le nombre d'Antillais français vivant en France pour un total de 650.000 restant dans les deux îles.

Chaque année environ 10.000 Martiniquais et Guadeloupéens partent en France chercher un emploi, tandis qu'en sens inverse une colonie blanche privilégiée vient s'installer dans les îles.

Les Blancs qui viennent occuper des postes de direction ou monter une entreprise, bénéficient de l'appui de l'administration et du pouvoir colonial, blancs eux aussi.

Tandis que la population est noire, ceux qui dirigent, préfets, administrateurs, chefs de service, juges, gendarmes, chefs de la police et de l'armée, sont des Blancs.

Cette situation de racisme officiel provoque aujourd'hui l'opposition et la colère d'une large fraction de la population.

Toutes ces dernières années, des luttes, des grèves, des attentats dirigés contre la présence coloniale française ont montré que cette présence est de plus en plus contestée. La jeunesse surtout n'accepte pas d'être victime du chômage et de la pauvreté tandis qu'à côté d'elle une classe de parasites et d'exploiteurs profite grassement du système colonial.

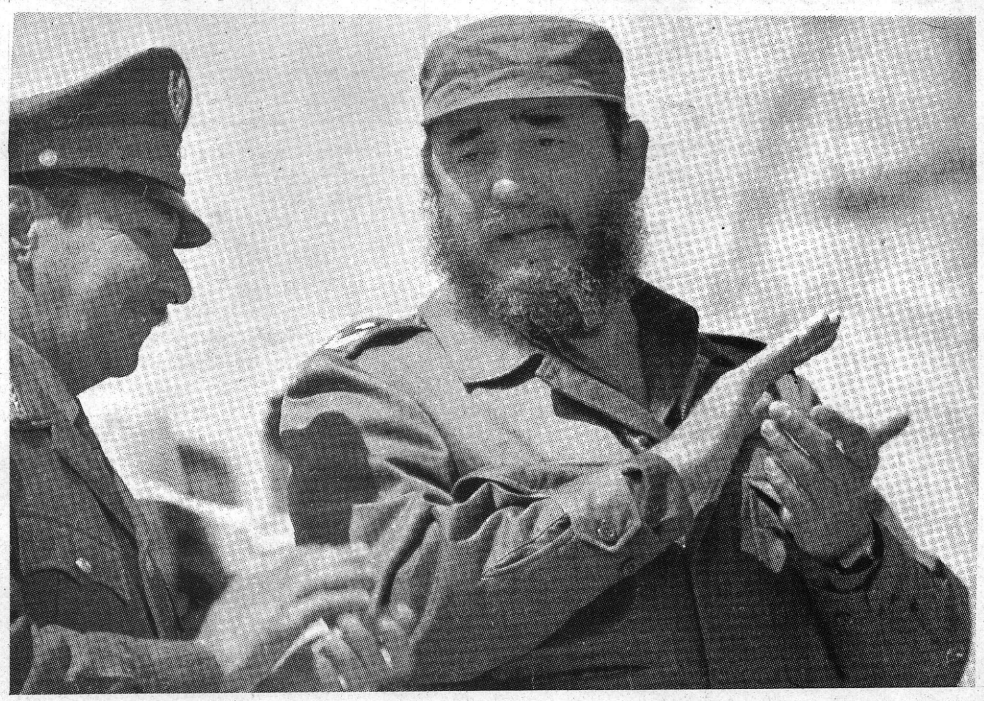
La Martinique et la Guadeloupe ne sont pas des exceptions. Car c'est aussi dans tous les pays de la Caraïbe que se manifestent la colère et la révolte du peuple noir opprimé.

En Jamaïque la tradition des esclaves marrons de l'époque coloniale s'est perpétuée à travers d'autres courants de lutte et de protestation. D'abord le courant du retour à l'Afrique préconisé par le jamaïcain Marcus Garvey dans les années trente. Ces idées eurent un impact considérable en Jamaïque aussi bien que parmi les Noirs des Etats-Unis.

Puis les courants de la négritude et du pouvoir noir succèdèrent à l'idée du retour à l'Afrique.

Aujourd'hui le mouvement Rastafari qui rassemble des dizaines de milliers de jeunes Noirs pauvres des ghettos revendique à son tour, et à sa façon, la dignité des exploités noirs.

La revendication du Black Power, le Pouvoir Noir, se trouve également à Trinidad où,





en écho aux luttes des Noirs américains pendant les années soixante, une vive agitation secoua l'île.

L'un des fondateurs du mouvement du Black Power aux Etats Unis, Stokeley Carmichaël, était d'ailleurs un étudiant noir originaire de Trinidad.

En 1970 des émeutes éclatèrent à Port-of-Spain, capitale de Trinidad, sous le signe du pouvoir noir. Ces émeutes avaient pour toile de fond le chômage qui touche les couches les plus pauvres de la population. L'évènement qui mit le feu aux poudres fut la décision des compagnies pétrolières d'automatiser les raffineries de pétrole de Trinidad, ce qui entraîna le licenciement de nombreux ouvriers.

Dans toutes les îles de la Caraïbes existent des ferments de révolte qui font de cette région du monde une véritable poudrière à la porte de l'impérialisme.

La plus petite étincelle qui jaillit de cette région représente une menace pour celui-ci car elle peut embrasser d'un seul coup l'ensemble du peuple noir du continent américain.

Ainsi le renversement en 1979 à Grenade du dictateur pro-impérialiste Eric Gairy par la population armée, et la venue au pouvoir de Maurice Bishop, ont créé un véritable sujet d'inquiétude pour le gouvernement américain. Et ceci bien que le régime de Bishop ne prétendait pas parler au nom des pauvres ni encore moins les rappeler à la lutte commune contre tous leurs oppresseurs.

Mais c'est bien parce que l'impérialisme américain sait que la lutte du peuple noir est un danger mortel pour son existence qu'il multiplie les manoeuvres militaires dans la Caraïbe . C'est pour la même raison que le gouvernement Reagan a élaboré un véritable plan de soutien aux gouvernements réactionnaires en place dans la Caraïbe.

La révolte du peuple noir peut se propager à l'Amérique du Sud, et éclater au coeur même de l'impérialisme grâce à la présence des Noirs américains.

Les Noirs américains ont un passé de luttes et de rébellions. Ils ont l'expérience d'une lutte politique contre l'état américain. Cette lutte s'est d'abord manifestée dans le mouvement des droits civiques impulsé par Martin Luther King. Puis dans les années soixante de violentes émeutes enflammèrent les ghettos. Alors surgirent des leaders comme Malcom X qui appelèrent à l'auto-défense de la communauté noire.

Avec les Black Panthers, les Noirs s'organisèrent en milices armées pour riposter aux exactions de la police.

Ces luttes ont été la riposte des opprimés noirs des Etats Unis au système qui les maintient au niveau le plus bas de la société américaine.

Et de ces luttes-là l'impérialisme a peur, car elles remettent en question sa domination en son sein même.

Les combattants noirs américains peuvent aussi entraîner à la lutte les opprimés blancs, les ouvriers, les pauvres, qui eux aussi aspirent à se libérer.

Cette force immense des opprimés noirs et blancs ainsi mise en mouvement balaierait sur son passage l'ensemble du système capitaliste américain.

La lutte des Noirs américains est décisive. Mais lorsque tous les opprimés noirs d'un bout à l'autre du continent américain feront exploser leur colère, ils pourront jeter à bas l'impérialisme qui les opprime et les maintient dans la pauvreté et le sous-développement.

Notre lutte à nous peuple noir est un espoir pour tous les opprimés du monde.

Elle peut être le point de départ d'un vaste mouvement révolutionnaire qui renversera le capitalisme sur toute la planète et permettra à l'humanité de construire une société nouvelle débarrassée de toute oppression et de toute exploitation : la société socialiste .

Air-Guadeloupe :

GREVE INACHEVÉE DES PILOTES

Après plusieurs jours de grève qui ont paralysé le trafic surtout en direction des dépendances, les pilotes d'Air-Guadeloupe ont repris le travail mardi 14 Août.

Il a fallu pour cela plusieurs entrevues entre les représentants du personnel et la direction, et la médiation de Lucette Michaux-Chevry, présidente du Conseil Général.

Le travail a repris, mais les problèmes ne sont pas réglés pour autant, aucun protocole d'accord n'ayant été signé.

Cette grève avait démarré sur des revendications somme toute assez floues : l'opposition à une décision de Koury de changer de chef pilote, à laquelle il semble avoir renoncé, et plus généralement le «manque de confiance» entre le personnel et la direction. Les pilotes demandent que les attributions du président d'Air-Guadeloupe et celles du directeur général soient nettement définies. Rappelons que pendant 3 ans, Koury avec l'approbation de la majorité du Conseil Général, cumulait les deux postes et touchait la modique somme de 25.000 F (2 millions et demi de centimes) par mois en tant que directeur général. Ce n'est que récemment qu'on a fini par reconnaître que ces fonctions devaient être distinctes.

Mais Koury n'en est pas moins présent tous les jours et semble agir davantage en directeur qu'en tant que président du conseil d'administration (dont le rôle est surtout de contrôle).

Notons que cette grève des pilotes n'a pas été suivie par le personnel au sol, qui constitue la grande majorité des employés d'Air-Guadeloupe.

Rappelons que l'année dernière, ces travailleurs avaient soutenu pendant plus d'un mois une grève acharnée, dénonçant en particulier le cumul des postes par Koury et demandant le départ de celui-cil.

A cette époque, non seulement les pilotes n'avaient pas soutenu le personnel au sol, mais ils avaient même aidé Koury à transporter les bagages des passagers pour casser la grève du reste du personnel !.

Cette année, ils découvrent (mieux vaut tard que jamais) que Koury n'était pas à sa place en tant que directeur et qu'il y a une «crise de confiance» entre eux !. Cela explique l'attitude plutôt désabusée du personnel au sol, pour qui une grève demande bien davantage de sacrifices qu'aux pilotes dont le salaire est largement supérieur.

Pour l'instant, en tous cas, le travail a repris, mais il faut s'attendre à d'autres rebondissements, d'autant que de nouveaux problèmes pointent à l'horizon, en particulier le projet de fusion avec Air-Martinique. Nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement.

Michaux-Chevry :

Passe-pieds et peaux de bananes !

Michaux-Chevry, qui défendait Koury envers et contre tous lors de la grève menée l'an dernier par le personnel au sol, semble adopter un autre langage depuis que les pilotes se sont mis en mouvement.

C'est ainsi qu'après être intervenue pour que le poste de président de Koury soit distinct de celui de directeur général, elle joue le rôle de «médiateur» dans les négociations et n'hésite pas à répéter qu'il y a «crise de confiance» du personnel dans la direction, à savoir Koury. Ça sent le «lâchage» à plein nez.

Il est vrai que l'année dernière, la grève avait éclaté à la veille des élections régionales, et que Koury était le 5ème sur la liste conduite par Michaux-Chevry. Elle ne pouvait pas le désavouer en tant que PDG d'Air-Guadeloupe sans risquer de porter atteinte à la crédibilité de sa liste.

Cette année, ce problème ne se pose plus. Les mauvaises langues ajoutent que l'année dernière, le fils de Mme Chevry venait d'être embauché comme pilote à Air-Guadeloupe, avec la bénédiction de Koury, et que la présidente devait faire preuve d'un minimum de politesse à son égard.

En tout cas, ces jours-ci, le temps du soutien inconditionnel semble bien passé, et avoir fait place aux crocs-en-jambe. Koury, qui avait abandonné la gauche pour passer à droite juste avant les dernières présidentielles, et qui avait même adhéré au LPG de Michaux-Chevry, s'aperçoit à ses dépens que celle-ci se méfie (avec raison !) des gens qui lui ressemblent trop, et n'hésite pas à les lâcher quand ils deviennent trop gênants.

NÉGOCIATIONS. . . DÉCLARATIONS. . DES ETATS MAJORS :

les travailleurs doivent être les acteurs de leur changement.

SUITE DE LA P. 1

face à la politique d'attentat n'a absolument rien à voir avec son attitude passée dans les pays d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord, où aux premiers signes de la lutte des nationalistes de ce pays, il opposait d'emblée une répression atroce, brutale, massive. Et même s'il n'est pas dit que le pouvoir colonial s'en tiendra indéfiniment à cette attitude, force est de constater la relative prudence qu'il observe actuellement dans sa répression politique.

Et c'est dans cette ambiance là qu'il faut aussi replacer la proposition de référendum de Michaux-Chevry, à propos du changement de statut, même s'il ne s'agissait là que d'une proposition individuelle...

Mais cette proposition, tout comme l'attitude générale du pouvoir, ne sont qu'une façon de répondre au mouvement nationaliste et à une frange minoritaire pour le moment, de la population qui l'entoure.

Le peuple, les travailleurs restent en dehors des intentions des uns et des autres.

Dans ces différentes déclarations, prises de position concernant discussion, négociation ou dialogue avec le gouvernement français, l'avis, la volonté même des populations concernées ne semble pas peser lourd.

La population souhaite-t-elle des «mesures immédiates» du type «mettre un terme à la politique délibérée d'assistance qui enfonce notre peuple dans la dépendance et la mendicité» ?. (Deuxième mesure de la déclaration de l'UPLG). Sait-elle, et qui sait au juste, ce qu'il y a derrière de telles revendications ?

Ce n'est évidemment qu'un exemple.

Mais, de tels procédés ne peuvent qu'aboutir à mettre à l'écart la grande majorité des travailleurs, de la population de ce pays, au nom de laquelle chacun entend intervenir.

Et même si pour l'instant, ce type de déclaration et autres discussion, ne portent pas réellement à conséquence, il est normal qu'elles entrainent la méfiance.

Il ne s'agit pas de reprocher ni à l'UPLG ni à d'autres organisations le fait de proposer ou d'accepter ce qu'on appelle «le dialogue» avec les représentants de l'administration coloniale. Même si toute l'expérience du passé montre que les représentants de l'impérialisme et du colonialisme n'ont jamais accepté véritablement ce dialogue et que dans toutes les autres colonies françaises, il a fallu la lutte farouche des colonisés pour imposer la décolonisation, il n'empêche qu'il doit être clair pour tout le monde que le refus de discuter et de négocier ne vient pas des anti-colonialistes.

Cela dit, nous pensons que toute organisation qui parle au nom des travailleurs, au nom du peuple sans que le peuple lui même ne s'exprime et ne dise la nature des changements qu'il veut, se trouvera dans la position de lui imposer une politique par la suite. Les déclarations successives du préfet de Guadeloupe, du représentant de l'UPLG, Claude Makouke, du Parti Communiste Guadeloupéen, de Lucette Michaux-Chevry, survenant après la mort de quatre militants au cours d'une nouvelle nuit d'attentats, révèlent, réaffirment avec force devant l'opinion publique guadeloupéenne, française et internationale, qu'il existe un problème politique majeur en Guadeloupe (et d'ailleurs dans tous les autres DOM et TOM), qui est celui du passage du statut colonial de ces territoires, à un état de décolonisation.

Pour les travailleurs et pour la majorité de notre peuple, l'aboutissement de la décolonisation peut être de deux sortes (que cela se fasse pacifiquement par la négociation, ou que cela se fasse dans la violence). Chacune des deux solutions reste possible. Une Guadeloupe Indépendante dans les années qui viennent devra être dirigée par un état. Cet état sera ou celui des riches, ou celui des pauvres, parce que, le départ de l'administration coloniale, la fin de ce pouvoir blanc, de ce racisme officiel qui ne dit pas son nom, peut laisser la place à un autre pouvoir issu du peuple guadeloupéen, mais qui restera le pouvoir des privilégiés, des riches. Même si l'état n'est plus celui du colonialisme, ni celui du racisme officiel, il pourra encore être un état qui imposera une politique néfaste aux travailleurs et à la majorité de la population. Un journaliste bien connu dans les milieux politiques indépendantistes, Danick Zandronis, la fin d'un long article (dans MAGWA Nº 13 du 07/84) qui conclut sur la nécessité d'un front uni des organisations nationalistes, pour aboutir à l'indépendance, écrit ceci «Mais nous devons être conscients que l'indépendance nationale n'est pas une fin, sinon en chassant le colonialisme, nous ouvrons la porte au néocolonialisme»

C'est un problème sur lequel de nombreux militants se posent des questions, mais pas seulement les militants, les travailleurs, la population, se les posent aussi, ces questions, à leur façon.

Ils se posent en particulier deux questions : quels sont ceux qui dirigeront le pays (donc comment pourront-ils eux travailleurs agir sur ce gouvernement), et deuxièmement, quelle sera la politique économique de ces gouvernants ?.

Nous affirmons en réponse à cela que l'intérêt des travailleurs est d'intervenir dans la lutte politique à tous les niveaux, et non d'être spectateurs de ce qui se passe.

Dans tous les types de lutte qui se déroulent en Guadeloupe, le point de vue des travailleurs soutenu par leur action déterminée et résolue, doit leur permettre de peser de façon déterminante sur l'avenir du pays et de prendre la tête des luttes anti-colonialistes.

Mais si les militants de toutes les organisations qui se réclament du peuple, des travailleurs, le font sincèrement, et s'ils craignent vraiment ce fameux «néocolonialisme» dont ils parlent, ils doivent autant se soucier de la luttre contre le colonialisme que de créer des conditions sociales et politiques qui permettront d'éviter que l'administration française colonialiste ne soit que remplacée par un état des privilégiés.

Gosier : la population mécontente de l'installation d'une société d'exploitation de sable à Petit-Havre.

Il y a quelque temps, le docteur Hélène, maire RPR de la commune du Gosier faisait une intervention très remarquée à la radio, au cours de laquelle il annonçait son intention de démissionner. La raison exacte de la poussée de colère du docteur Hélène, c'est la décision prise par l'autorité préfectorale de donner l'autorisation à une société métropolitaine d'exploiter du sable de la commune sur une superficie de plusieurs hectares.

Cette société dont la durée du contrat est de 10 ans pourra ainsi prélever pendant toute la durée du contrat 1 million quatre cent mille tonnes de sable (1.400.000 Tonnes).

L'opération concerne non seulement la plage de Petit-Havre, mais également l'Anse du Mou et Salines.

La société envisage d'y installer une suceuse à forte capacité d'extraction.

Une telle décision si elle prenait corps ne tarderait pas à remettre en cause l'existence même des plages concernées, mais aussi une partie de la vie économique de la commune du Gosier, à savoir la pêche qui fait vivre plusieurs familles de la commune.

C'est donc bien cela que la population a compris et qui provoque au moment même où nous écrivons sa colère et celle semble-t-il de la majorité du conseil municipal. Les mauvaises langues affirment que l'actuel maire, au courant depuis fort longtemps du projet se serait tu et aurait laissé faire et qu'il ferait actuellement du cinéma, cela est possible, mais pour l'heure c'est la quasi-totalité de la population du Gosier qui ne veut pas d'un tel projet et qui entend le faire savoir aux autorités.

Pour l'instant plusieurs tracts circulent dans la commune dénonçant farouchement le projet.

A l'invitation faite par Hélène il y a deux ou trois samedis, la population avait répondu en masse mais malheureusement le meeting prévu ne s'est pas tenu Hélène lui-même étant absent.

De plus c'est en ce moment le principal sujet de conversation de tous les habitants du Gosier qui n'entendent pas rester les bras croisés face à une menace aussi grave pour le patrimoine que pour la vie même des pêcheurs

La population a bien raison de protester contre la mise à sac de son patrimoine et de sa vie économique par une bande de rapaces capitalistes peu soucieux de demander son avis à la population et qui ne connaissent qu'une seule chose: remplir leur porte-monnaie, y compris en provoquant de graves déséquilibres naturels, moraux et économiques. Et il en est de même des autorités qui leur ont accordé l'autorisation de mettre leur projet à exécution.

Cela porte un nom : mépris total du sentiment et de l'avis de la population, non respect de sa dignité et des responsables qu'elle a élus. Mais il faut bien comprendre que ce mépris est une constante de la société capitaliste et coloniale dans laquelle nous vivons

Alors la population du Gosier a non seulement raison d'être mécontente mais elle devra aussi faire entendre plus fort sa colère si elle veut faire avorter un tel projet, en cela c'est toute la Guadeloupe profonde qui doit lui apporter son soutien.

Martinique

Si vous ne pouvez-vous payer une villa pour les vacances

Suite de la page 1

L'esprit policier qui sommeille chez certains hauts fonctionnaires se révèle avec le fameux article 6 qui décrète que «Chaque campeur est tenu de décliner son identité et domicile à la demande des agents assermentés de l'Office National des Forêts». Cet article donne plus de droits à un agent de l'ONF qu'aux plus beaux fleurons de l'appareil d'état : policiers et gendarmes. Même ceux-ci ne peuvent procéder à des contrôles d'identité qu'en cas de flagrant délit ou sous la réquisition d'un magistrat ! Voilà les agents de l'ONF délivrés de tout contrôle et pouvant faire la pluie et le beau temps près des plages du pays !

Le but avoué de l'ONF, protéger la nature est louable. Mais avant de s'en prendre aux campeurs, n'y a-t-il pas d'autres sujets d'inquiétudes ? Par exemple que pense l'ONF du projet hôtelier de la Monnerot Nord, où les békés avec l'appui de la municipalité sur le littoral un complexe de 4000 lits ! Dans ces cas-là, l'ONF ne dit ni ne fait rien !

En réalité, il s'agit là de s'en prendre à une catégorie de la population ayant des revenus faibles, et bien souvent jeune. Ceux qui ne peuvent pas payer des loyers costauds (4000 à 5000 francs) pour une villa non loin de la mer, ceux qui n'ont pas une villa de 60 ou 80 millions de centimes n'ont qu'à se faire voir ailleurs, avec la complicité de l'ONF.

Tous ceux qui protestent contre cette attitude inadmissible de l'administration de mettre encore plus de contraintes à la vie des gens, tous ceux-là ont raison. Il faut faire reculer une administration égoiste qui multiplie les tracasseries envers les plus démunis, et se garde bien d'inquiéter les plus gros.

Suite de l'éditorial

Car c'est uniquement, si les travailleurs s'engagent en toute conscience et avec leurs propres objectifs dans la lutte contre le colonialisme que la Guadeloupe (et les Antilles) connaîtront une réelle transformation révolutionaire.

SOLIDARITÉ

AVEC LES MILITANTS ET SYMPATHISANTS DE L'UPLG

Des perquisitions ont eu lieu chez des personnes qui sont connues pour leurs idées anti-colonialistes ou pour avoir des liens avec des anti-colonialistes. Cela dure depuis déjà deux semaines et d'après le journal de l'UPLG, cela continue. Quelle que soit notre opinion à nous travailleurs, nous n'avons aucun intérêt à laisser se dérouler tracasseries et perquisitions sans protester. Si nous avons des choses à reprocher à telle ou telle organisation qui lutte en Guadeloupe, c'est une affaire qui nous concerne, nous travailleurs. Mais en aucun cas nous ne pouvons accepter que les colonialistes, leurs gendarmes, leurs CRS etc. Se chargent de faire régner l'ordre ici, car ce sont ces gens là qui sont les premiers à exercer leur violence et leurs brutalités contre nous. Il faut bien voir que sous prétexte de mettre fin à la violence, l'administration coloniale entretient en permanence une violence quotidienne contre nous. Lorsqu'elle veut nous extorquer ne serait-ce que l'argent d'une vignette, ses CRS sont présents partout le long des routes pour cela. Lorsque nous faisons grève, les camions de la gendarmerie déversent face aux entreprises en lutte leur cargaison de gendarmes armés jusqu'aux dents, lorsque des camarades occupent des terres pour y planter de la nourriture, pour de vivre, c'est encore les mêmes hommes armés du colonialisme qui sont présents, c'est encore la même justice coloniale qui frappe.

Soyons conscients que si les colonialistes malgré toute leur force armée, malgré leurs CRS et leurs gendarmes, y regardent à deux fois avant de frapper la population, c'est aussi parce qu'ils savent qu'il existe aujourd'hui des centaines de militants, de sympathisants, parmi lesquels de nombreux travailleurs, appartenant à différentes organisations, qui ne sont pas prêts à accepter des coups sans en rendre.

C'est aussi une raison pour laquelle nous devons nous sentir solidaires de tout militant ou sympathisant de l'UPLG que les colonialistes voudraient frapper ou arrêter.

TRACASSERIES, PERQUISITIONS, EMPRISONNEMENTS

LES MILITANTS ET SYMPATHISANTS DU MPGI EMPRISONNES

Onze militants et sympathisants du MPGI sont en prison depuis plus de huit mois. Il s'agit de Max Safrano, Leila Cassubie, Simone Faisans-Rénac, Charles Rénac, Jacques Grizelin, André Acquaba, Humbert Marboeuf, Marie Line Peter, Raymond Gopy, Pératout et Joël Nankin, Un douzième prisonnier, Christian Champard, a été mis en liberté provisoire. Les demandes de mise en liberté provisoire des autres prisonniers ont toutes été refusées, et ils sont toujours en prison, à Pointe-à-Pitre et à Basse-Terre. Au bout de huit mois, aucun d'entre eux n'a encore été jugé.

Le groupe des parents et Amis de ces prisonniers politiques s'occupe du soutien aux prisonniers et à leur famille. Il a organisé dernièrement un Lewoz à Morne à l'Eau, qui a permis à plusieurs centaines de personnes de venir manifester leur soutien aux emprisonnés.

Pour contacter le groupe des parents et amis des emprisonnés Politiques:
Immeuble Capitaine Cavay Grand Camp.
No compte BFC No 61129 Guadeloupe.

DE NOUVEAUX EMPRISONNEMENST A POINTE A PITRE ET A BASSE TERRE.

Suite à des perquisitions opérées par la police, Jocelyn Olimé membre des jeunesses Communistes, a été emprisonné à Pointe-à-Pitre. Les policiers auraient découvert de l'explosif sur un terrain appartenant à un autre jeune Guadeloupéen, Fritz Eugénie. Celui-ci a aussi interpellé dans le cadre de la même affaire.

A Basse-Terre, Fernand Curier, secrétaire Général du syndicat UTS/UGTG, a été emprisonné pour 15 jours. Il aurait été aperçu par un policier en train d'écrire un slogan pour la libération d'Alexander, au mois d'avril 1982 il y a donc plus de deux ans.

L'AFFAIRE DE GOURBEYRE

Trois membres du Camp Patriotique, Lilong, Samson et Réson, ont été emprisonnés au début du mois de février.

A Gourbeyre, un prêtre catholique avait été agressé par deux personnes. Aussitôt, les soupçons de la police se sont portés sans aucune preuve sur un homme connu pour ses opinions anti-colonialistes. Il fut arrêté par les gendarmes.

Cela provoqua mécontentement et manifestations.

A la suite de ces manifestations, les trois militants, Lilong, Samson et Réson ont été arrêtés et condamnés à Basse-Terre.

Le dernier à avoir été libéré, Samson, est sorti de prison il y a peu de temps.

DES MILITANTS RECHERCHES PAR LES POLICIERS

Des militants sont actuellement recherchés par la police : Luc Reinette, dirigeant du MPGI, et Henri Bernard et un membre de Combat Ouvrier, Max Céleste. Luc Reinette et Bernard sont recherchés dans le cadre de l'enquête sur les attentats de 1983 alors que pour les mêmes raisons, 12 militants ou sympathisants du MPGI ont été emprisonnés sans preuves et qu'au bout de huit mois de prison, ils n'ont toujours pas été jugés.

Max Céleste est recherché par la police à la suite des perquisitions au cours desquelles celle-ci aurait découvert un paquet d'explosif. C'est dans le cadre de la même affaire qu'ont été emprisonnés Jocelyn Olimé et Fritz Eugénie.

PERQUISITIONS ET INTERROGATOIRES DE MILITANTS ET SYMPATHISANTS

Après la mort des quatre militants du «Camp patriotique» (ULPG, UTS, Bijengwa SGEG) la police a multiplié les perquisitions et les tracasseries auprès de nombreux militants, sympathisants et proches des organisations nationalistes et révolutionnaires.

Vendredi 27 juillet, le local du club Sportif Rex Idéal de Gourbeyre était pratiquement mis à sac au cours d'une prétendue «perquition» !

Les domiciles de militants ou de parents de militants du «Camp patriotique» ont été perquisitionnés : celui de Roger Plaisant, de Thierry Césarus, de Gaétan Santenac, de Manno, de Daniel Kissoun et de Mire de Elie Romuald, de Christian Christophe.

D'autres Claude Poullet, Madame Berthelot, ont été interrogés par les policiers. Claude Poullet a aussi vu son domicile perquistionné deux fois en une semaine.

Les policiers ont également pénétré au domicile de l'écrivain Roger Vali, alors absent

Des membres sympathisants du MPGI ont dû de même subir des perquisitions, dans la région de Basse-Terre !

Des militants et proches de Combat Ouvrier ont été emmenés et interrogés pendant plusieurs heures dans les locaux de la police. Les policiers se sont rendus au domicile d'autres membres de Combat Ouvrier.

LE CAS DE PETER ALEXANDER

Peter Alexander, un petit paysan, est en prison depuis plus de 27 mois. Il avait été jugé et condamné à trois ans de prison ferme par la cour d'appel de Basse-Terre. Sa condamnation reposait sur les déclarations d'un témoin qui n'a paru à aucun moment au cours du procès.

La cour de cassation a cassé le jugement de la cour d'Appel de Basse-Terre, et un nouveau procès aura lieu le 23 Août. Mais en attendant Alexander a déjà passé plus de deux ans en prison !

Le tribunal de Fort-de-France a rejeté le 9 Août une demande de mise en liberté provisoire d'Alexander !

EXTRAIT DU JOURNAL «LE MONDE»

POUR LA LIBERATION DES INDEPENDANTISTES GUADELOUPEENS.

Quarante-cinq personnalités françaises ont publié dans le Monde daté 8-9 juillet un appel pour la libération des indépendantistes guadeloupéens.

D'autres personnalités, dont les noms suivent, ont signé à leur tour cet appel : Maurice Barth, prêtre : Pierre Baudy, économiste, Henri Celié, Cheminot, Marc Coutty, journaliste : Jean-Pierre Cosse, enseignant : Jean-Luf Einaudi, éducateur : Jean Hoibian, pasteur : Pierre Labit, étudiant : Denis Langlois, écrivain : Anne Leduc-Saouli, psychiatre : Christian Mahieux, cheminot : Jean-Claude Marie : Etienne Mathiot, pasteur : Fernand Parrel, prêtre : Camille Saint-Jacques, Anne Teurtroy, pharmarcienne : Gérold de Wangen, médecin.

* Envoyer signatures et contributions à Robert Davezies 137, avenues Jean-Jaurès, 75019 Paris.

Pour protester contre le génocide arménien, une organisation terroriste s'en prend à la population en France !

Le 19 Août, un engin explosif a éclaté dans la soirée, à la garde de Lyon-Perrache à Lyon. Les dégats matériels ne sont pas très importants. Deux personnes présentes dans la consigne de la gare ont été fort heureusement seulement blessées. Elles auraient été beaucoup plus gravement atteintes si l'explosion s'était produite un instant avant. Plus tard, le mardi, les services de police ont déclaré qu'une partie de l'engin explosif, notamment un tube en plastique contenant de la matière explosive n'avait pas éclaté. La bombe aurait pû provoquer des dégats beaucoup plus importants et causé la mort.

Manifestement, les auteurs de l'attentat, qui a été revendiqué par l'ASALA, l'armée de libération de l'Arménie, ont cherché à tuer. Car placer une bombe dans une consigne de gare, qui plus est à une heure où il y a encore des voyageurs, c'est chercher délibérément à tuer des gens dans la population.

En quoi cela peut-il servir la cause du peuple arménien de tuer des gens dans la population ?. Les militants de l'armée secrète de libération de l'Arménie considérent-ils de paisibles voyageurs comme étant responsables des massacres perpétérés par l'armée turque à l'encontre des Arméniens ? Cela fait-il avancer la lutte du peuple Arménien pour sa libération ?.

Il n'y a aucune justification possible pour de tels actes. D'ailleurs pas plus pour les militants de l'ASALA que pour le terrorisme aveugle en général. Car les militants qui agissent de la sorte prouvent qu'ils n'ont aucun respect de la vie des êtres humains.

La fin ne justifie pas tous les moyens, car en fin de compte, les moyens utilisés peuvent toujours ternir et avilir la cause que l'on défend. Et après devenir une habitude pour ceux qui utilisent de tels moyens.

LES INDÉPENDANTISTES ELUS EN CORSE

De nouvelles élections se sont déroulées en Corse pour l'assemblée régionale. La précédente avait été dissoute, aucune majorité ne pouvant s'y dégager. Rappelons que la Corse bénéficie d'un statut particulier qui institue une telle assemblée régionale.

Si les voix de gauche ont augmenté en Corse, la droite a la majorité si l'on considère la présence du Front National de le Pen qui gagne six sièges.

Toutefois l'évènement le plus marquant de ces élections est la présence dans la nouvelle assemblée de trois militants indépendantistes. Leur organisation liée à l'ex-FLNC (dissout) a en effet dépassé le seuil des 5 %. D'ailleurs des centaines de militants ont manifesté leur joie à l'annonce des résultats en défilant la nuit, masqués, armés de fusils avec lesquels ils tiraient en l'air, avec des chants et des slogans nationalistes corses. La tendance ainsi élue à l'assemblée régionale corse a choisi l'action violente et porte a son actif de nombreux attentats ayant occasioné dégats matériels et mort d'homme. Eh bien, dans la population corse, malgré l'interdiction du FLNC par le gouvernement français, malgré la propagande anti-indépendantiste et la répression (plusieurs militants du FLNC sont en prison), il s'est trouvé des gens pour envoyer des indépendantistes à l'Assemblée Régionale corse.

Et c'est cela qui est important. En effet la présence d'élus indépendantistes ne risque pas de changer grand chose à l'action de la nouvelle assemblée. Ce qu'il faut noter est ailleurs, une partie non négligeable des Corses est révoltée de l'action du gouvernement français en Corse et souhaite même le départ de la France de cette île. Et de plus, cette fraction a choisi parmi les séparatistes la tendance la plus dure, celle de l'ex-FLNC. Cela exprime la colère des habitants de ce département devant l'abandon où ils se sentent jetés par une administration centralisée qui décide de tout à Paris sans se soucier des problèmes du Midi viticulteur ou de la Corse. Ce qui importe à l'Etat français c'est l'enrichissement des capitalistes. Il développe les régions qui rapportent le plus à ceux-ci. Le chomage, la misère, l'émigration des Corses lui importent peu. Dans l'île, le mécontentement se traduit par un sentiment séparatiste. Celui-ci a ses limites dans la mesure où ceux du FLNC ne représentent pas les intérêts des opprimés corses et même manifestent des intentions réactionnaires, rétrogrades.

Mais le gouvernement a reçu là un avertissement. Il met des barres à 5 % pensant éliminer l'expression au grand jour de courants qui prônent l'action directe. Eh bien cela n'empêche rien. Une population qui subit depuis des années l'oppression, le mépris d'un gouvernement éloigné a entendu l'appel de ceux qui veulent utiliser la violence.

Aujourd'hui une fraction de la population vote pour eux. Demain nul ne peut prédire qu'elle ne passera pas elle aussi à l'action.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728